

L'équation compliquée d'En marche

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

31 mai 2019

La droite républicaine, celle du centre droit, a changé de maison. Elle habite chez Emmanuel Macron. Le président de la République a réussi à attirer cette famille politique sous son toit. Ses leaders, entre règlements de compte et instinct de survie organisent la résistance. Celle-ci s'avère compliquée. La République en marche (LREM) a aussitôt mis en place sa stratégie en vue des Municipales. Avec d'autres mots, mais de façon explicite, les maires Les Républicains (LR) sont sommés de rejoindre la maison Macron sous peine d'être enquiquinés par un candidat LREM. Macron pense déjà au Sénat. D'autant que cette poche de résistance l'a gêné aux entournures. Notamment lors de l'affaire Benalla. La manœuvre peut prospérer. Elle peut échouer aussi. Les élections municipales répondent à d'autres ressorts qu'à ceux qui régissent des élections nationales ou européennes. La dimension personnelle, l'implantation locale transgressent les consignes nationales des partis. Le succès de l'OPA tentée par La République en marche dépendra aussi de l'aptitude de LR à se réorganiser. Chez nous l'équation s'annonce compliquée.

Les maires de sensibilité de droite sont au nombre de cinq. Thierry Abelli à Bouillante, Joël Beaugendre à Capesterre Belle-Eau, Luc Adémar à Gourbeyre, Laurent Bernier à Saint-François et Marie-Luce Penchard à Basse-Terre. C'est au final assez peu. Reste le GUSR. Censé être un allié de LREM, le parti de Guy Losbar donne l'impression de bouder le président de la République depuis sa déconvenue de n'avoir pas pu placer Georges Brédent sur la liste LREM des Européennes. De surcroît, le maire de Petit-Bourg peut se passer de l'investiture LREM. Et puis, il y a Pointe-à-Pitre et Les Abymes. Deux communes importantes qui pourraient sauver la mise LREM en Guadeloupe. Sauf que ceux qui briguent ces deux municipalités n'affichent pas volontiers leur macronisme. La campagne des Européennes en a donné une démonstration. Ils sont convaincus que l'investiture LREM sera plus un handicap qu'un atout. À cause des mesures prises par le gouvernement depuis son avènement, en ce qui

concerne l'Outre-mer et bien sûr la Guadeloupe.